

# Le modèle luxembourgeois roule vers le déclin

La diversité règne, l'intégration piétine: plaidoyer pour une meilleure intégration politique



En raison de la diversité de la population résidente et du nombre élevé de ressortissants étrangers, la Chambre de commerce plaide pour l'instauration d'un cadre plus souple pour l'adoption de la nationalité luxembourgeoise. (PHOTO: MAURICE FICK)

PAR DANIEL PECHON

L'heure est à la réflexion! Le Luxembourg peut choisir entre ouverture et fermeture. Mais s'il opte pour la fermeture, il sonnera le glas du «modèle luxembourgeois», c'est-à-dire le déclin. Surtout si le pays continue à remettre aux calendes grecques, sans mauvais jeu de mot, les réformes. Mieux vaut prévenir que guérir pour un «mieux vivre»! La diversité règne mais l'intégration piétine, souligne la Chambre de commerce dans son douzième numéro d'«Actualités & tendances».

Extraordinaire Luxembourg. Petit mais avec des performances économiques bien enviables! Le nombre d'emplois y a doublé au cours de ces vingt dernières années, bien aidé par l'emploi frontalier qui a progressé de 450 %. Et depuis 1984, la santé économique a été nettement poussée vers le haut, soutenue par la progression fulgurante de sa population. Oui, c'est vrai, l'économie luxembourgeoise est la plus performante d'Europe.

Mais alors qu'en Europe, la concentration de non-nationaux est en moyenne de 6 %, le Luxembourg avec ses qualités d'aimantation compte 43 % de ressortissants étrangers. Impressionnant puisqu'en moyenne, en tenant compte du solde migratoire, ce sont dix personnes par jour en moyenne qui s'installent dans le pays pour des raisons principalement économiques.

Que dire du volume des exportations qui est chiffré à 250.000 dollars par habitant! Le Luxembourg fait la nique aux autres pays, même à la Belgique voisine, déjà championne dans ce domaine et qui ne fait pas la moitié du Luxembourg! Et que dire des Etats-Unis

qui même avec Apple et ses champions de la technologie exportent dix fois moins (10.900 dollars par habitant) que le Luxembourg.

## Miracle en danger

Si ce miracle économique est maintenu par l'apport de ses ressortissants étrangers, aujourd'hui, trois créations d'entreprise sur quatre le sont à l'initiative des résidents non nationaux, selon Carlo Thielen, chef économiste et membre du comité de direction de la Chambre de commerce.

Toutes ces évolutions ont permis de tendre vers l'excellence en termes de niveau de vie mais aussi et surtout de pérennité du système de pension et du régime social. Sans le succès de son économie et l'apport de tout ces nouveaux travailleurs, le Luxembourg ne jouirait pas d'un des systèmes redistributifs des plus généreux au monde, dont bénéficient en premier lieu les résidents, grâce à l'importance de la contribution transfrontalière. Suivant la Chambre de commerce, sans les ressources transfrontalières, le pays tels qu'il existe cesseraient simplement d'exister!

Mais qui n'avance pas recule et la Chambre de commerce, à travers les discours de son directeur général, Pierre Gramagna, qui souligne les succès économiques du pays, n'allume pas le feu orange mais le fait clignoter. Car cette société ouverte et mosaïque doit tendre vers une meilleure intégration.

Si l'importante contribution étrangère au succès économique luxembourgeois est indéniable, c'est au pays de décider et porter les jalons de la richesse d'une société multiculturelle pour renforcer la cohésion sociale et la capacité d'intégration.

Plus d'un étranger sur deux (56 %) avoue être désireux d'adopter la nationalité luxembourgeoise, cela correspond à 120.000 personnes qui pourraient venir gonfler le stock des nationaux. Or les dernières conditions de naturalisation ne le favorisent pas. Et on peut se poser la question de savoir si le taux élevé d'étrangers dans le pays n'est pas dû simplement à des exigences trop élevées en matière de naturalisation, ce qui alimenterait indirectement ce pourcentage record.

Car si l'évolution socio-économique a été vertueuse, l'évolution politique et linguistique a été statique ces dernières années.

## Démocratie réduite

Impressionnant quand on imagine que le Luxembourg est une démocratie mais que parmi ses 224.000 électeurs du scrutin de 2009, un électeur sur deux était non actif et un sur cinq salariés de la Fonction publique. En d'autres termes, le droit de vote est octroyé à une partie de la population qui est à l'écart de la donne économique: un seul salarié sur trois ou seulement un créateur d'entreprise sur quatre dispose du droit de vote. Avec ce manque de représentativité, les choix politiques risquent de passer à côté de l'essentiel et manquer des choix économiques importants pour le bien-être du pays. Le danger existe de créer un pays à deux vitesses et le risque de détérioration sociale est grandissant.

Pour la Chambre de commerce et Marc Wagener, conseiller du département économique, il faut instaurer un cadre plus souple en matière d'adoption de la nationalité luxembourgeoise. Du point de vue linguistique et pour se faire écho de l'activité économique, le français et l'allemand (pour 55,8 %

des entreprises interrogées, le français est la première langue utilisée mais l'allemand, peu employé comme première langue, arrive en tête des autres langues employées) doivent tendre vers le statut de langues au quotidien, utilisées par exemple dans les médias mais aussi dans les sphères politiques et administratives tout en évitant que la langue luxembourgeoise, qui doit coexister, devienne un vecteur d'exclusion. La commune est le premier vecteur d'intégration et une modernisation de sa démocratie est un pas à franchir.

## Fonction publique

Quant à la Fonction publique, elle doit être décloisonnée. Devenue un secteur refuge pour le Luxembourgeois (un Luxembourgeois sur sept quitte tout les ans le secteur privé pour le public), fait souvent rappelé par l'Europe pour son manque d'ouverture vers l'emploi étranger, elle fait aussi indirectement concurrence au secteur privé et empêche de nombreuses entreprises de recruter des autochtones dont elles auraient aussi besoin.

Un surplus de démocratie dans le chef des frontaliers et non-résidents qui participent à la richesse du pays, donner leur juste poids politique aux étrangers, permettra de réduire la ségrégation sur le marché du travail, de renforcer la cohésion sociale et de maintenir à flot le bateau.

Dans son étude, la Chambre de commerce se dit persuadée que le Grand-Duché doit faire preuve d'une grande ouverture d'esprit et doit optimiser sa capacité d'intégration des étrangers s'il veut continuer à prospérer. La mentalité propice à l'inertie doit être brisée!